

Tarification des prestations annexes réalisées à titre exclusif par les gestionnaires de réseaux de distribution de gaz naturel

Date de la contribution : 11/04/2024

Règles applicables aux prestations annexes des gestionnaires de réseaux de gaz naturel et leur catalogue de prestation

Question 1 : Etes-vous favorable au changement pérenne de la formule d'indexation des prestations annexes réalisées par les GRD de gaz naturel par une indexation sur l'indice des prix à la consommation hors tabac, pour les évolutions annuelles des tarifs des prestations annexes à compter du 1er juillet 2024 ?

Défavorable

Commentaire :

La mise en place dérogatoire de l'indexation sur l'IPC HT lors de l'augmentation très notable de l'inflation en 2022, répondait à une exigence de moindre volatilité des évolutions des prestations annexes de GRDF.

La transition prévisionnelle de ce mécanisme dérogatoire vers le mécanisme d'indexation historique, lors du dépassement de la crise inflationniste, supposait par définition un mécanisme transitoire afin d'éliminer les distorsions d'évolutions des deux mécanismes d'indexation.

En ce sens, pérenniser un mécanisme dérogatoire porte atteinte à la légitimité des décisions prises par la CRE dans la mesure où cela suppose la non-validité des mécanismes initiaux.

Pour être constructif et pour à la fois être lisible dans le temps et couvrir les coûts de l'opérateur, une alternative serait de reconduire le mécanisme dérogatoire pendant une année supplémentaire, le temps que l'évolution de l'indice IP retrouve une corrélation significative avec l'indice IPC HT. Une autre alternative plus structurelle serait de réexaminer les pondérations des différents indices dans la formule historique puisque visiblement l'évolution de l'indice résultant ne correspond pas aux évolutions de coûts de GRDF. Enfin, il est possible d'examiner la pertinence d'un indice de transition afin de raccorder les évolutions de l'index historique et dérogatoire sans pénaliser ni favoriser l'opérateur.

En effet, le risque de mettre en place un indice IPC indifférencié est de conduire à des arbitrages d'inflation par l'opérateur, ou alors de le pénaliser selon les variations de cycle. En effet, les activités de l'industrie gazière peuvent connaître des évolutions spécifiques qui seraient diluées potentiellement en utilisant un indice IPC HT.

Question 2 : Etes-vous favorable à ce que le tarif appliqué soit celui en vigueur au moment de la demande du client ou plutôt celui en vigueur au moment de la réalisation de la prestation ?

Favorable

Commentaire :

L'acceptation de l'offre par le consommateur suppose le consentement. En ce sens, en cohérence avec les articles du Code Civil, cette démarche est pertinente.

Evolution de prestations annexes relatives à l'acheminement

Question 3 : Etes-vous favorable à la proposition de GRDF de mettre en œuvre les modalités d'exemption de coupure pour les consommateurs bénéficiant d'une aide du Fonds de Solidarité Logement (FSL), pour les prestations « Interruption de la livraison à la suite d'une résiliation du contrat de fourniture » et « Coupure pour impayé », telles que prévues par les dispositions du décret n°2008-780 du 13 août 2008 ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Les résultats de l'audit interne mentionné par GRDF qui justifient les restrictions envisagées méritent d'être explicités. En leur absence, des cas de figure particuliers peuvent être ignorés, ce qui porterait atteinte potentiellement à l'intérêt de certains consommateurs.

Question 4 : Etes-vous favorable à la proposition de GRDF d'assouplir les règles de collecte, par le fournisseur d'un index autorelevé ?

Défavorable

Commentaire :

La suppression des clauses restrictives historiques peut conduire à une hausse des contestations d'index. En effet, notamment dans le cas où les délais de transmission qui encadrent la cohérence et la fiabilité des index transmis ex post sont supprimés, cela peut conduire à l'augmentation des litiges et potentiellement porter atteinte selon les cas soit au fournisseur, soit au consommateur.

La simplification ne se réduit pas à l'absence de distinction. Peut-être harmoniser les délais en cause en tant que compromis entre lisibilité accrue et fiabilité des index auto-relevés.

Question 5 : Etes-vous favorable à la proposition de GRDF d'exclure les consommateurs équipés d'un compteur évolué, qui n'ont pas exprimé leur opposition à la télérelève, ainsi que les consommateurs non équipés du fait d'une impossibilité technique du fait de GRDF du périmètre des interventions de coupures et de rétablissement de la livraison à la suite d'absences multiples au relevé ?

Favorable

Commentaire :

Cela aurait pu créer un potentiel biais désincitatif pour l'opérateur, s'agissant de la qualité de la télérelève, dans la mesure où l'opérateur est facturé au volume livré. Néanmoins, vu que la part volumique est au CRCP et dorénavant également la part « abonnement », ce biais potentiel et non nécessairement effectif, ne peut se matérialiser.

Question 6 : Etes-vous favorable à la proposition de GRDF d'introduire la prestation « Pose d'un compteur évolué » en tant que prestation couverte par le tarif d'acheminement (donc non facturé au consommateur) ?

Favorable

Commentaire :

Les conditions de recueil du consentement éclairé et non équivoque du client doivent néanmoins être garanties, dans la mesure où le fournisseur agit en l'occurrence pour le compte de son client.

Question 7 : Etes-vous favorable à l'introduction d'une prestation annexe expérimentale « Passage au pas horaire » sur le marché du haut de portefeuille ?

Favorable

Commentaire :

D'abord, la faible demande de cette prestation par les clients résidentiels ne préjuge en rien de la non-pertinence de la prestation, notamment du fait du délai nécessaire pour que les consommateurs prennent connaissance de la nouvelle possibilité offerte, à savoir le passage au pas horaire.

Ensuite, les enjeux de sobriété énergétique et de compétitivité pour les gros consommateurs rendent cette

prestation effectivement intéressante pour le haut du portefeuille.

Enfin, une facturation sur devis est évidemment incontournable à ce stade, le temps d'avoir une connaissance des coûts engagés par l'opérateur, du nombre de demande potentielles à terme, et de la disparité potentielle entre les régions. Un retour d'expérience à l'issue de la période d'expérimentation éventuelle permettrait de standardiser le mode de facturation, une fois les variables précédentes mieux connues.

Question 8 : Sur le marché du haut de portefeuille, quels sont vos besoins en termes de données au pas horaire ? Quels seraient les services spécifiques complémentaires apportés par une telle fonctionnalité au consommateur final ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Cf réponse à la question 7.

Evolution des prestations annexes relatives à l'injection de gaz renouvelable et bas-carbone dans les réseaux

Question 9 : Etes-vous favorable à l'introduction de la prestation « Mise à jour de l'étude détaillée pour intégration d'une nouvelle demande d'augmentation de capacité » ? Partagez-vous la proposition de GRDF concernant la tarification indifférenciée de cette nouvelle prestation ? Quels seraient les critères pertinents d'une tarification différenciée le cas échéant ?

Défavorable

Commentaire :

S'il n'est pas possible pour GRDF de connaître dès le moment de la demande d'étude, l'ampleur des travaux requis pour le travail de mise à jour, et si les coûts réellement engagés sont nettement supérieurs à ce qui facturé au demandeur, le consommateur final payera la différence vu qu'a priori selon la délibération ATRD7, ces prestations sont à 100% au CRCP.

Sans faire de procès d'intention à l'opérateur qui aurait vu dans cette subvention croisée un adjuvant à sa proposition de tarification indifférenciée, l'autorité de régulation doit néanmoins être vigilante à l'intérêt de l'intégralité des parties prenantes, les contraintes des uns ne pouvant justifier de pénaliser les autres.

Alternativement, une régularisation ex post par étude des montants initialement facturés peut être étudiée, sous réserve des dispositions contractuelles, ou encore l'exigence d'un délai suffisant d'instruction avant soumission du montant à facturer au producteur.

Question 10 : Etes-vous favorable à la prolongation de la prestation expérimentale de « Mise à jour des capacités d'injection sur demande » ?

Favorable

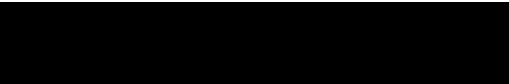
Commentaire :

Cela permet d'avoir un outil d'adaptabilité à la réalité concrète et constitue dès lors un enjeu d'efficacité et d'efficience.

Question 11 : Partagez-vous l'orientation de la CRE consistant à uniformiser, à l'horizon 2025, le tarif de la prestation « Analyse de qualité biométhane » pour l'ensemble des GRD ?

Favorable

Commentaire :



L'enjeu de standardisation des prix à des fins de transparence est un impératif. En conciliant cela avec la durée d'adaptation nécessaire des ELD, l'horizon de 2025 est une échéance pragmatique.